

## Les compagnies d'électricité d'Europe et la Responsabilité sociale des Entreprises.

BRUXELLES, le 9 juin 2010/PRNewswire/ --

### ***Les comités d'entreprise européens – Mal informés et peu consultés.***

Ce nouveau rapport examine les compagnies d'électricité européennes, les politiques de Responsabilité sociale des Entreprises (RSE) et l'implication des Comités d'Entreprise européens (CEE).

- Toutes les principales compagnies européennes d'énergie incluses – par exemple EDF, ENEL, EON, Fortum, GdFSuez, Iberdrola, RWE, Vattenfall, Veolia. Certaines sont exploitées dans le monde entier : U.S.A, Amérique latine et Australie.
- Les compagnies représentent un million d'employés et produisent des revenus s'élevant à la moitié d'un trillion d'euros.
- Parmi les compagnies qui n'ont pas de politiques de Responsabilité sociale des Entreprises, peu d'entre elles soutiennent toutes les normes internationales envisagées. Beaucoup d'entre elles ne font pas de rapport selon les normes mondiales.
- Les résultats d'une enquête réalisée par des représentants du Comité d'Entreprise européen sont inclus. Ils sont mal informés et peu consultés. Il existe une différence entre les politiques officielles et une mise en application correcte.
- Le rapport se termine sur des recommandations destinées aux représentants des CEE et aux syndicats.

Jan Willem Goudriaan de l'EPSU a déclaré : «Toutes les compagnies n'assurent pas la transparence. Un cadre ou une législation européenne plus contraignants sur la révélation des informations relatives aux problèmes d'environnement, sociaux ou de gouvernance est nécessaire. Le rapport montre que cela n'est pas un problème pour la plupart des compagnies, mais une petite minorité ne respecte pas les règles du jeu.»

L'EPSU, la fédération pour l'énergie sous les auspices de l'union européenne conseille vivement au secteur de l'électricité de respecter les normes internationales.

Joseph Wilde-Ramsing de SOMO a déclaré : «Alors qu'il est positif que de nombreuses compagnies aient une politique officielle de RSE, les recherches montrent que les employés, qui sont une partie prenante essentielle, ne sont pas impliqués. Sans un rôle clé et des ressources accordés aux employés, les politiques de RSE risquent d'être sans contenu.»

Richard Howitt MEP, le Rapporteur du Parlement européen sur la Responsabilité sociale des Entreprises a déclaré : «Faire des rapports clairs sur les normes environnementales, sociales et de gouvernance d'une compagnie ne doit pas se limiter seulement aux relations publiques ou être un habillage destiné à épater la galerie, mais cela doit faire partie d'un processus intégré permettant aux employés d'être complètement impliqués dans les Comités d'entreprise européens en ce qui concerne les valeurs, les performances et les normes éthiques de la compagnie. Le message de



**European Federation of Public Service Unions (EPSU)**  
**Stichting Onderzoek Multinationale Ondernemingen (SOMO)**

ce rapport pour le secteur de l'énergie est clair, vous devez changer votre façon de faire et reconnaître que la RSE n'est pas seulement réalisée par la direction mais qu'elle est réalisée par une coalition composée de la direction, des employés et des parties prenantes agissant de concert.»

Le rapport se trouve sur : EPSU: <http://www.epsu.org/a/6581>

SOMO : <http://somo.nl/news-en/csr-and-european-works-councils/>

Contacts médias : EPSU: Jan Willem Goudriaan, téléphone : +32-2-2501080 ou [epsu@epsu.org](mailto:epsu@epsu.org)

SOMO : Leontien Aarnoudse, téléphone : +31-20-6391291 ; [info@somo.nl](mailto:info@somo.nl)

Source : EPSU et SOMO

Contacts médias :

EPSU: Jan Willem Goudriaan, téléphone : +32-2-2501080 ou [epsu@epsu.org](mailto:epsu@epsu.org) ;

SOMO : Leontien Aarnoudse, téléphone : +31-20-6391291; [info@somo.nl](mailto:info@somo.nl)

# Press Release



Stichting Onderzoek Multinationale  
Ondernemingen

Centre for Research on Multinational  
Corporations

*La FSESP est la **Fédération syndicale européenne des Services publics**, la plus grande des fédérations membres de la CES. 8 millions de travailleurs du service public de plus de 250 organisations syndicales en sont membres. Elle représente les travailleurs des secteurs de l'énergie, de l'eau et des déchets, des services sociaux et de santé et de l'administration locale et régionale dans tous les pays d'Europe, y compris ceux de la frange orientale de l'Union européenne. La FSESP est l'organisation régionale reconnue de l'Internationale des services publics (ISP). Pour plus d'informations sur la FSESP et son action, veuillez visiter le site <http://www.epsu.org>*